

PLAN LOCAL D'URBANISME

PIECE N°6 | ANNEXES

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE



2. Les servitudes d'utilité publique

Selon les articles L. 151-43 et R. 151-51 du code de l'urbanisme, les PLU(i) comportent en annexe les servitudes d'utilité publique.

2.1 Servitude AC1 de protection des monuments historiques classés ou inscrits

Sont répertoriés les monuments suivant sur le territoire communal :

- la ferme du Sougey classée le 13 février 1946
- le manoir de la Charme inscrit en totalité le 18 février 1987

(Les actes sont classés dans "ServitudesUtilitePublique" sous "Annexes")

- la liste des édifices protégés au titre des monuments historiques dans l'Ain : <https://www.culture.gouv.fr/Regions/DRAC-Auvergne-Rhone-Alpes/Pole-Architecture-et-patrimoines/Conservation-regionale-des-monuments-historiques>
- La cartographie du patrimoine issue du site internet du ministère en charge de la culture : <http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/>

Ces protections constituent des servitudes d'utilité publique dont la gestion est assurée par l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Ain (service territorial de la DRAC).

En conséquence :

- Un **monument historique classé** ne peut faire l'objet de travaux de restauration, de démolition ou de modification quelconques sans autorisation de l'administration.
- Aucune modification d'un monument historique inscrit ne peut être effectuée sans avoir 4 mois à l'avance avisé le service gestionnaire et indiqué les travaux envisagés.
- La protection des abords des monuments historiques inscrits ou classés (secteur de 500 m de rayon ou autre) est régie par :
 - le code du patrimoine pour toutes les modifications de l'aspect extérieur des immeubles, les constructions neuves, les interventions sur les espaces extérieurs,
 - le code de l'environnement pour la publicité et les enseignes.

Service gestionnaire

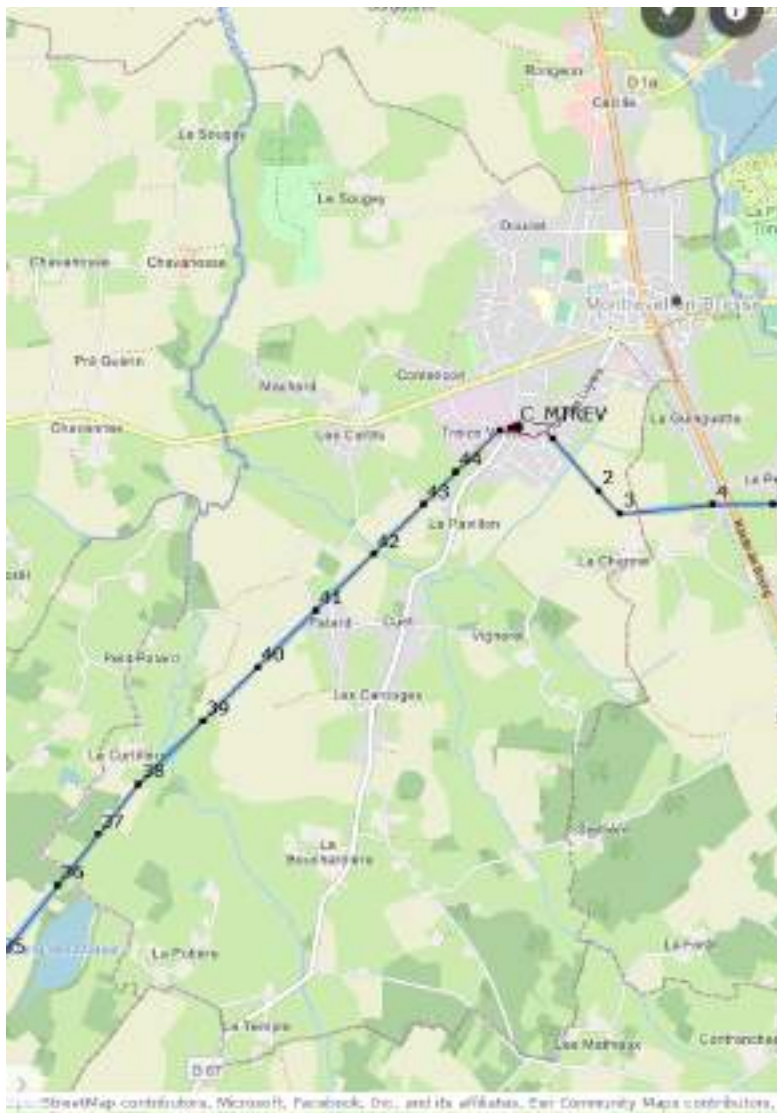
Direction Régionale des Affaires Culturelles Auvergne-Rhône-Alpes (DRAC)
6 quai St Vincent - 69 001 LYON

Localement

Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Ain
23 rue Bourgmayer - 01 000 BOURG-EN-BRESSE

2.2 Servitudes de type I4 relative aux ouvrages de transport et de distribution d'électricité

- Site internet de RTE avec la carte du réseau :
<https://www.rte-france.com/carte-reseau-transport-electricite>



carte issue du site internet de RTE

Votre commune est concernée par :

- [Liaisons aérosouterraine 63 000 Volts](#)
 - Liaison aérosouterraine 63 kV N° 1 BENY-MONTREVEL-TREFFORT
 - Liaison aérosouterraine 63 kV N° 1 CRUET-MONTREVEL-POLLIAT
- [Poste de transformation 63 000 Volts](#)
 - POSTE 63 kV MONTREVEL
- [Câble Optique Souterrain Hors Réseau de Puissance \(COS HRP\) :](#)
 - Liaison Télécom sortant du poste MONTREVEL

Service gestionnaire

RTE, Réseau de Transport d'Electricité, est le gestionnaire du réseau de transport d'électricité à haute et très haute tension sur l'ensemble du territoire métropolitain. Dans ce cadre, RTE exploite, maintient et développe les infrastructures de réseau et garantit le bon fonctionnement, la sécurité et la sûreté du système électrique dans le respect de la réglementation, notamment l'arrêté technique du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Le service gestionnaire demande à être consulté :

- pour toute demande de coupe et d'abattage d'arbres ou de taillis,
- pour toute demande de certificat d'urbanisme, d'autorisation de lotir et de permis de construire, situés dans une bande à moins de 100 mètres des réseaux HTB > 50 000 V, afin de vérifier la conformité des projets de construction avec ses ouvrages, en référence aux règles de l'arrêté technique interministériel du 2 avril 1991.

Réseau de transport d'électricité (RTE)

Groupe Maintenance Réseaux Lyonnais
757 rue de Pré-Mayeux
01120 LA BOISSE

adresse mail : rte-cdi-lyon-scet-urbanisme@rte-france.com

L'emplacement des ouvrages est disponible sur les sites de :

- l'Open Data de Réseaux Energies, en téléchargement (voir "OpenDataEte_ProtocoleTelechargement") : <https://opendata.reseaux-energies.fr/pages/accueil/>
- du Géoportail : <https://www.geoportail.gouv.fr/>
Sélectionner votre commune ou une commune du PLUi > Choisir le fond de carte dans les "Données thématiques" > "Développement durable, énergie" > "Énergie" > "Lignes électriques"
- du Géoportail de l'urbanisme : <https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/>

2.3 Servitudes de type INT1 instituées au voisinage des cimetières



Issu de Mapcarta

(Les explications ci-après sont issues de la fiche INT1 publiée sur le site GéoInformations : <https://www.geoinformations.developpement-durable.gouv.fr/fiches-sup-validees-r1065.html>)

Définition

Ces servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées en application de l'article L. 2223-5 du code général des collectivités territoriales (CGCT). Elles prennent leur source dans le décret-loi du 23 prairial An XII, le décret impérial du 7 mars 1808 et l'ordonnance royale du 6 décembre 1843.

Codifiées à l'article L. 2223-5 du CGCT, les SUP au voisinage des cimetières s'étendent dans un rayon de 100 mètres autour des nouveaux cimetières transférés hors des communes.

Dans ce rayon :

- nul ne peut, sans autorisation, élever aucune habitation ni creuser aucun puits à moins de 100 mètres des nouveaux cimetières transférés hors des communes ;
- les bâtiments existants ne peuvent être ni restaurés ni augmentés sans autorisation ;
- les puits peuvent, après visite contradictoire d'experts, être comblés par décision du représentant de l'État dans le département.

Champ d'application des servitudes d'utilité publique

Les dispositions de l'article L. 2223-5 du CGCT s'appliquent à toutes les communes. Il n'y a pas lieu d'opérer de distinction entre les communes rurales et les communes urbaines. Ces dispositions sont distinctes de celles relatives à la création, l'agrandissement et la translation des cimetières prévues à l'article L. 2223-1 du CGCT.

La SUP s'applique dans deux cas :

- Il faut ainsi entendre par « nouveaux cimetières transférés hors des communes » les cimetières transférés hors des parties agglomérées des communes, que ce transfert ait été effectué au XIX^e siècle ou à une date plus récente. Le critère essentiel, pour déterminer si le cimetière concerné se trouve dans ce cas, est que le cimetière ait été transféré principalement afin de respecter une distance d'éloignement minimale de 35 à 40 mètres par rapport aux habitations.
- Le but poursuivi par les réglementations précitées étant l'éloignement des cimetières par rapport aux habitations, la servitude s'applique également aux cimetières existants non transférés, qui respectent depuis leur édification la distance de 35 à 40 mètres par rapport aux habitations.

En revanche, la règle ne s'applique pas aux cimetières situés en agglomération qui n'auraient pas été transférés en application du décret-loi du 23 prairial an XII relatif au lieu d'inhumation.

Objet des servitudes d'utilité publique

Lorsque la construction est située à moins de 100 mètres d'un cimetière transféré, le permis de construire, le permis d'aménager ou la décision prise sur la déclaration préalable tient lieu d'autorisation dès lors que la décision a fait l'objet d'un accord du maire si celui-ci n'est pas l'autorité compétente pour délivrer le permis. Cet accord est réputé donné à défaut de réponse dans un délai d'un mois suivant le dépôt de la demande de permis de construire, de permis d'aménager ou de décision prise sur la déclaration préalable (article R*. 425-13 du code de l'urbanisme).

Cette servitude ne rend pas les terrains compris dans ce rayon inconstructibles.

Remarque

La publication de cette SUP sur le Géoportail de l'Urbanisme (GPU) devra être opérée par la collectivité qui est autorité compétente sur son territoire et la seule responsable de la publication des SUP dont elle assure la gestion.

Voir la présentation des rôles et responsabilités sur le site GéoInformations : <https://www.geoinformations.developpement-durable.gouv.fr/presentation-des-roles-et-responsabilites-r1072.html>